
MICHEL ROUX (Toulouse)

L'AVENIR DE LA KOSSOVE

En 1912-1913, les régions balkaniques de peuplement albanais ont connu une bifurcation de leur destin. Jusque là incluses dans l'empire multinational et multiconfessionnel ottoman, elles furent alors partagées entre des Etats-nations. S'agissant de la Kossove, si l'on se place dans la logique alors (et à nouveau de nos jours) prépondérante de la construction des Etats-nations, il semble y avoir eu erreur de trajectoire, puisque ce territoire déjà en majorité peuplé d'Albanais fut attribué à la Serbie. Ce fait, mal accepté par la majorité de la population kossovare, est à l'origine de la principale difficulté politique concernant la question nationale albanaise. Que peu après se soit formé le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, plus tard nommé Yougoslavie, ne changea pas fondamentalement les données du problème dans la mesure où le nouvel Etat fonctionnait comme une extension de la Serbie, soumettant sa minorité albanaise aux mêmes pratiques discriminatoires. La Yougoslavie socialiste avait au contraire un potentiel d'intégration important, mais son projet de société était en contradiction avec certaines aspirations nationales serbes dans la mesure où il entendait intégrer des allogènes massivement présents sur un territoire souvent qualifié de "berceau" ou de "coeur" historique de la Serbie. Longtemps latente, celle contradiction a exprimé pleinement son potentiel déstabilisateur lorsque, dans les années 1980, les nationalismes ont été réactivés. La destruction de la Yougoslavie, à partir de 1991, s'inscrit dans le cadre d'une redistribution générale des pouvoirs politiques en Europe centrale, orientale et balkanique. Elle conduit à poser, entre autres, le problème de l'avenir de la Kossove.

Aborder une telle question de prospective ne se conçoit pas sans une approche critique documentée de l'objet géopolitique considéré. Cette approche à elle seule une énorme entreprise, qui ne saurait être menée à bien que dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire multinationale. Au lieu de quoi je n'ai à proposer que mes propres réflexions, issues d'un travail de thèse¹. Cette expérience me suggère d'ordonner l'évaluation de l'expérience historique de la Kossove en Serbie/Yougoslavie et de son aboutissement actuel autour de trois idées, bilan des tentatives d'intégration politique et culturelle des Albanais en Yougoslavie, sous-développement, surpopulation, avant d'aborder la prospective proprement dite.

1. Intégration. Le Royaume de Serbie, issu au 19^e s. des luttes d'émancipation de la nation serbe, s'est trouvé face à une contradiction dans ses rapports avec la nation albanaise. Alors qu'il revendiquait des territoires de peuplement en majorité ou en totalité albanais, les uns pour des raisons historiques (la Kossove), les autres pour des raisons stratégiques (la partie du nord de l'Albanie nouvelle comme débouché maritime), il souhaitait constituer un Etat mononational ce qui impliquait la disparition des allogènes. L'expulsion, en 1878, après le Congrès de Berlin, des Albanais de la Toplica, illustre cette tendance d'application entre deux guerres, d'une réforme agraire conçue pour affaiblir la base économique de la communauté albanaise et pour favoriser

une colonisation serbo-monténégrine, va dans le même sens tout en se situant très en retrait par rapport aux solutions radicales prônées par un Cubrilovic². L'émigration définitive, plus ou moins contrainte, d'Albanais mêlés dans une proportion indiscernable à une majorité de Turcs, dans les années 1950 et au début des années 1960, indique que le régime communiste n'avait pas entièrement rompu avec cette logique, même s'il indetifiait les migrants en termes politiques (éléments réfractaires au socialisme) et non nationaux.

Cependant la logique dominante de l'ère Tito fut celle de l'intégration des Albanais à la société yougoslave³ dans le cadre d'une politique d'intégration générale fondée sur une organisation fédérale. A cette intégration contribuaient l'entrée d'une large partie des élites albanaises dans la Ligue communiste, l'entreprise d'alphabétisation de masse et de promotion de la langue et de la culture albanaises, l'effort de développement économique accéléré des régions méridionales et en particulier de la Kossove, traduit par la mise en place d'un mécanisme spécifique d'allocation des crédits, et la dévolution d'un pouvoir de décision croissant aux républiques et aux provinces autonomes. Cette intégration, influencée aussi par l'évolution de l'Albanie et des rapports albano-yougoslave⁴ a progressé notablement mais est demeurée imparfaite pour au moins quatre types raisons relatives au fonctionnement général de la formation sociale yougoslave.

Les formes d'organisation politique, fédéralisme et socialisme autogestionnaire, certes originales et intéressantes, ont été octroyées d'en haut et gérées dans le cadre d'une structure du pouvoir demeurée très autoritaire, et n'ont permis qu'un exercice limité et subordonné de la démocratie.

La distinction constitutionnelle nation/nationalité (narod/narodnost), en contradiction avec le principe affirmé d'égalité entre tous les groupes nationaux, introduisait une inégalité dans l'accès au pouvoir politique et surtout au pouvoir sur le territoire et les ressources. Cette distinction, secondaire tant que l'exercice du pouvoir était strictement inspiré par la conception marxiste de la société (unicité de la classe ouvrière), est devenue source de tensions lorsque l'on s'est remis, de façon croissante, à raisonner en termes d'intérêts nationaux.

Les relations entra les Albanais et les populations voisines sont restées influencées par des préventions et des griefs réciproques pour l'essentiel hérités, inscrits dans la culture populaire et par certaines pratiques politiques.

Le maintien de disparités régionales énormes et choquantes en matière de développement, d'emploi, de niveau de vie, était en contradiction frontale avec les objectifs proclamés du régime. C'est tout le problème du sous-développement régional.

2. Le sous-développement ne fait aucun doute. En 1981, le rapport de la Banque mondiale indiquait un PNB/hab. de 2 480 dollars pour la Yougoslavie. Sachant que le produit social par habitant aux prix courants dans l'aire de peuplement albanais de ce pays⁵ se situait alors à 34 % de cette valeur⁶, on peut lui attribuer (bien que le produit social n'ait pas exactement la même définition que le PNB) un PNB/hab. de 830 dollars. Ce même rapport avançait pour l'Albanie, qui y figurait pour la dernière fois, une estimation de 840 dollars, ce qui la situait au-dessus du Maroc et su-dessus de la Colombie⁷. Il ne faut pas accorder trop d'importance à cette subégalité, puisque Albanie et Yougoslavie avaient des monnaies inconvertibles, des systèmes de prix et des méthodes comptables différentes. Mais on peut retenir l'idée que, chez les Albanais

des deux côtés, les performances économiques équivalent à celle des états que la Banque mondiale nomme pays à revenu intermédiaires, tranche inférieure. Une évaluation plus récente suggère, pour le côté yougoslave, un déclin, relatif: le PS/hab. aux prix courants des régions albanaises, tombé en 1988 à 26 % de la moyenne du pays, renvoie au niveau du Maroc ou de l'Égypte, loin cette fois derrière la Colombie⁸.

La Kossove présentait, dans le cadre de l'économie de l'ex-Yougoslavie, une spécialisation relative dans les produits primaires, en premier lieu miniers. La thèse selon laquelle il s'agissait d'un échange inégal interne fonctionnant à son détriment a été argumentée; dans cette optique, le système de transferts financiers nord-sud destiné à stimuler le développement du Midi yougoslave, mis en place sous Tito, n'était en réalité qu'une compensation⁹. Le développement, de toute manière, s'est interrompu en 1980 lorsque l'ex-Yougoslavie est passée d'une croissance économique rapide, fondée sur l'endettement extérieur, à une décennie de stagnation¹⁰. En Kossove, la répression de la revendication albanaise d'une septième république, la montée de l'animosité inter-ethnique et, finalement, le déploiement d'un appareil répressif militaro-policié et l'adoption de mesures d'exception ont introduit des difficultés supplémentaires dans le fonctionnement de l'économie. Et lorsque la province fait "retour à la Serbie", conformément au projet politique de Slobodan Milosevic, elle se trouve dans un état de désorganisation économique et de destruction sociale avancée. Le dernier annuaire statistique de l'ex-Yougoslavie, publié en 1991, en donne de nombreux indices: en 1990, l'emploi enregistre une baisse record de 12% par rapport à l'année précédente (Moyenne yougoslave 3%) et l'on compte 69 demandeurs d'emploi pour 100 salariés au travail (Yougoslavie 20, Slovénie 5), l'investissement dans le secteur social tombe à 18% de son record historique du début des années 1980 (Yougoslavie 47%) et le nombre de logements achevés à 32% (Yougoslavie 72%), chacun de ces indicateurs retrouvant son niveau de 1960, date à laquelle la région était deux fois moins peuplée. Le PIB/hab. s'établit alors à 27% de la moyenne yougoslave. Il en est de même l'année suivante, mais avec une baisse de 14%¹¹.

Le niveau très faible des performances économiques, exprimées par habitant (Produit social ou PIB, formation brute de capital fixe, productivité du travail, taux d'emploi de la population (en âge de travailler), par référence à la moyenne yougoslave, a toujours constitué un handicap spécifique, qui s'est accentué sous le régime de Tito dans un contexte de croissance économique rapide en dépit de la politique spécifique de réduction des disparités interrégionales mise en oeuvre à cette époque. Cet échec est d'ailleurs l'un des fondements du différend politique serbo-albanais: les responsables politiques et économiques albanais de Kossove soutenaient que les moyens mis à la disposition de la région étaient insuffisants compte tenu de l'échange inégal interne serbes de Belgrade les taxaient d'inefficacité, voire de corruption, et affirmaient que les fonds gaspillés en Kossove auraient été mieux employés, dans certaines parties, elles-mêmes sous-développées, du reste de la République de Serbie. Avec une industrie faiblement créatrice d'emplois, insuffisamment modernisée après le sevrage d'investissements des années 1980 et une agriculture minifundiste peu efficiente, la Kossove atteint des taux de chômage extravagants¹², dont l'explication nous renvoie aussi à son contexte démographique particulier.

3. La surpopulation. Le peuple albanaise étant retardé par rapport à ses voisins, et au contexte européen en général, dans le processus de transition démographique,

c'est après la Seconde Guerre Mondiale que son effectif s'est accru le plus spectaculairement, les comportements démographiques demeurant remarquablement homogènes de part et d'autre de la frontière albano-yougoslave en dépit des différences importantes de système socio-économique et d'ambiance générale. De 1,1 million en 1945, la population de l'Albanie passe à 3,4 millions (estimation) en 1992, tandis que l'aire de peuplement albanais en Yougoslavie, où les Albanais comptent aujourd'hui pour 80% environ, passe d'un million (1948) à 2,5 millions (1991). La densité de population atteint 110 hab./km² en Albanie et 180 en Kossove, la plus forte densité régionale de l'ex-Yougoslavie - hors de l'aire métropolitaine de Belgrade sans sa partie la plus rurale et la moins développée.

Cependant la notion de surpopulation n'est pas à apprécier ici par rapport à la superficie, mais aux emplois et au revenu disponibles. De ce point de vue, l'ex-Yougoslavie présentait dans l'Europe d'après la Seconde Guerre mondiale une situation rare: c'étaient les régions les moins développées qui avaient non seulement les taux d'accroissement naturel les plus élevés, mais aussi la population la plus rapidement croissante. Ceci renvoie à l'insuffisance des mouvements migratoires, en premier lieu des migrations économiques intérieures. Les caractéristiques migratoires de la Kossove sont à cet égard paradoxales. S'agissant des Albanais, sans doute quelques dizaines de milliers d'entre eux étaient-ils partis travailler à l'étranger à partir de la fin des années 1960. Mais pour ce qui est des migrations interrégionales en Yougoslavie, leur participation était des plus réduites. Les données du recensement de 1981 sur les "migrations ethniques intérieures"¹³ montrent ainsi que le solde migratoire net des Albanais n'est négatif que de 5 655 personnes (il est même positif de 341 pour 1971-1981), alors que ce même solde est négatif de 79 000 pour les Serbes (39 000 entre 1971 et 1981) et de 11 600 pour les Monténégrins.

Cette quasi-immobilité des Albanais était en général expliquée par des arguments disparates, mais complémentaires, tels que l'attachement casanier au milieu d'origine, le souci de scolariser les enfants en albanais, la qualification professionnelle souvent faible qui rendait difficile la chance à l'emploi dans le reste du pays, enfin le mauvais accueil que d'autres groupes nationaux réservaient aux Albanais, sinon le racisme dont ils faisaient preuve à leur égard. Or, les experts, tant étrangers que Yougoslaves, estimaient en général impossible d'organiser sur place un développement capable de satisfaire à la demande d'emploi et tenaient pour nécessaire un accroissement de la mobilité spontanée des Albanais. Un tel accroissement, en l'absence de changements profonds du modèle de développement yougoslave, aurait pu conduire au moins à un ralentissement de la densification démographique et de la singularisation, en elle-même dangereuse, des caractéristiques socio-économiques régionales. C'est ici que les problèmes de développement interfèrent fâcheusement avec la question nationale. Serbes et Monténégrins étant à la fois moins profériques (du moins depuis la fin des années 1950) et beaucoup plus enclins à émigrer que les Albanais, le gouvernement de la Serbie (et, derrière lui, la Ligue des communistes et les intellectuels), soucieux d'enrayer l'albanisation de la Kossove, souhaitaient arrêter l'émigration serbo-monténégrine, voire renverser le courant. Cette préoccupation, d'abord sous-jacente, est devenue explicite à partir de 1981 avec la dénonciation constante des "pressions albanaises" supposées être l'unique cause du phénomène. Et elle s'est changée en ligne politique prioritaire depuis l'arrivée au pouvoir de Slobodan

Milosevic. Avec une innovation intéressante: le projet d'expulser les Albanais, renouvelé de l'entre-deux guerres et cultivé en particulier par les formations politiques ultra-nationalistes. Les mesures d'exception de 1990 sont peut-être l'amorce d'un tournant aussi important que celui de 1689-1690 pour l'histoire démographique de la région.

4. Eléments de prospective

Il est frappant de constater qu'en 1990 comme en 1910, les Albanais ne désiraient pas sortir de l'Etat plurinational (l'Empire ottoman un cas, la Yougoslavie dans l'autre) dans lequel ils étaient inclus, mais obtenir un réaménagement de leur statut politique et de celui des régions dans lesquelles ils vivaient. C'est la décomposition de cet Etat qui les a poussés en avant, jusqu'à la revendication de l'indépendance. La proclamation de la République de Kossove constitue un acte politique du même ordre que celle de la République serbe de Krajina et de la République serbe de Bosnie-Herzégovine. Installant un Etat dans l'Etat, elle exprime le refus albanais de demeurer dans une Serbie indépendante ou dans une Yougoslavie croupion qui en constituerait la camouflage, de même que les Serbes de Croatie et de Bosnie ont refusé de se laisser entraîner dans la sécession des républiques où ils vivaient.

Une différence politique de taille, toutefois, sépare leurs démarches respectives. Alors que les Serbes, mettant à profit la supériorité militaire que leur conférait le soutien de l'armée fédérale et celui de la Serbie, se sont octroyé en Croatie et en Bosnie une indépendance effective sur des territoires disproportionnés à leur importance numérique, les Albanais de Kossove ne peuvent opposer à l'appareil militaro-policier de la Serbie qu'une résistance non violente. Sans doute celle-ci n'est-elle pas dénuée d'efficacité: le dispositif coûte cher à un Etat affaibli par l'embargo, les impôts locaux ne rentrent guère, les conscrits fuient l'armée, le refus des programmes imposés et le développement d'écoles parallèles dérobe la jeunesse à l'emprise idéologique du régime, la communauté albanaise a gagné en cohésion et en maturité politique, elle a suscité dans les milieux politiques, intellectuels, humanitaires, médiatiques du monde entier un intérêt et une sympathie qui n'existaient pas dans les années quatre-vingt. Dans les médias français, par exemple, la version serbe de la question kossovienne a cessé de faire recette.

Toutefois, la ligne politique non violente mise en oeuvre par la direction de la Ligue démocratique de Kossove (LDK) n'échappe pas à certaines critiques. La principale est qu'elle ne sauve pas la communauté albanaise puisque celle-ci, tout en échappant au massacre qui suivrait toute tentative d'insurrection, est soumise à un étranglement lent. La "purification ethnique", en fait, aurait déjà débuté. L'apartheid de fait qui a commencé en 1990, avec les licenciements massifs de salariés albanais du secteur public, a appauvri la population albanaise, créant une incitation puissante à l'émigration. Les confiscations de propriétés privées, les violences exercées à l'occasion de la recherche d'armes et de la chasse aux insoumis et d'autres formes d'intimidation vont dans le même sens. L'émigration vers l'Europe occidentale est ainsi devenue considérable, le chiffre invérifiable de 200 000 personnes est parfois avancé. En même temps, les autorités de Serbie ont commencé à implanter en Kossove des Serbes réfugiés de Croatie et de Bosnie-Herzégovine.

Dans celle dernière, les Serbes sont en train de parachever leur victoire militaire et le nettoyage ethnique qui l'accompagne partie de leurs conquêtes, même

si les négociations terminales les amènent à des concessions. Dès lors, le retrait progressif des combattants volontaires venus de Serbie pourrait susciter l'afflux en Kossove de groupes paramilitaires avides d'y poursuivre l'oeuvre de "purification". Nul doute qu'ils n'en useraient avec les Albanais plus cruellement encore qu'avec les Musulmans de Bosnie. Or, les Albanais de Kossove, pratiquement désarmés, ne sont pas en mesure de résister aux forces serbes et, sur ce territoire restreint, ouvert et déjà quadrillé par un puissant appareil répressif, une expulsion massive pourrait être conduite en quelques semaines seulement, créant la chaos en Albanie, en Macédoine et au-delà. Ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale a maintes fois indiqué qu'il était hors de question, vu les risques d'internationalisation du conflit, de laisser la guerre s'étendre à la Kossove et à la Macédoine, ce qui signifie en pratique qu'il s'agit d'abord d'empêcher en Kossove la mise en oeuvre d'un nettoyage ethnique massif, contre lequel les Albanais se révolteraient. Dans un but préventif, la CSCE y a mis en place une mission permanente, et l'implication de l'ONU, des médias et des organisations humanitaires progresse.

Tout cela, cependant, n'empêche pas la pression à l'encontre des Albanais de s'accroître insidieusement. Ceci pose, comme sur d'autres terrains, le problème de la crédibilité et de la portée réelle des mises en garde prodiguées à la Serbie. Jusqu'à présent, la communauté internationale, tout en condamnant celle-ci et en paraissant la punir, lui a rendu de fameux services: le déploiement de "casques bleus" sur les fronts de Croatie, en "gelant" ceux-ci, a permis aux Serbes de les dégarnir, l'embargo général sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie avantage le belligérant initialement le mieux armé; l'action humanitaire, si justifiée qu'elle soit par ailleurs, aide au nettoyage ethnique; sanctions et menaces soudent l'opinion publique serbe derrière des chefs nationalistes par ailleurs persuadés qu'ils peuvent tout se permettre, et qui feignent de négocier tout en continuant la guerre. Si l'on est incapable d'empêcher un nettoyage ethnique massif sur le territoire d'un Etat internationalement reconnu, et qui appelle au secours, il est bien improbable que l'on ait la volonté politique d'empêcher une entreprise similaire dans une province dont l'appartenance à la Serbie n'est généralement pas contestée.

Il pourrait d'ailleurs s'agir moins d'impuissance que d'une forme de cynisme, si les grandes puissances (et les moyennes) estiment en réalité que la façon la moins incertaine de consolider les Balkans est de séparer Serbes et Croates en deux Etats définitivement distincts dont le premier serait plutôt "client" de l'Allemagne tandis que le second, relativement épargné par la diplomatie française, finirait par revenir à sa francophilie traditionnelle. S'il en est ainsi, les territoires peuplés de Musulmans en Bosnie-Herzégovine, d'Albanais en Kossove, peuvent apparaître comme des enjeux secondaires se prêtant à des marchandages. Les Serbes pourraient, par exemple, se montrer moins intransigeants en Bosnie si on leur garantissait la non remise en cause de l'appartenance de la Kossove à la Serbie, à charge pour celle-ci de mettre fin aux mesures d'exception qu'elle y impose. D'ailleurs, il est peu probable que l'on accepte de reconnaître l'indépendance de la République de Kossove, car ce serait enfreindre deux des principes implicites qui guident l'action des négociateurs: ne pas s'écarter des frontières héritées de Tito (ni pour l'enveloppe extérieure de l'ex-Yougoslavie, ni pour ses divisions internes), et ne pas accabler la Serbie.

L'avenir le plus probable de la Kossove me paraît donc résider soit dans le

maintien en Serbie avec retour à un minimum d'autonomie politique réelle, forme de normalisation obtenue dans le cadre d'une négociation globale, soit dans le passage à un épisode de violence armée et de nettoyage ethnique massif. Dans ce second cas, la communauté internationale pourrait laisser faire ou intervenir, alternative dans laquelle l'évolution de la politique russe jouerait un rôle essentiel. C'est dans le cadre de la dernière hypothèse, épisode de guerre et d'internationalisation, que pourrait apparaître un Etat indépendant de Kossove, comme forme politique durable ou comme prélude à une fusion avec l'Albanie.

Ainsi, sur les trois possibilités envisagées, l'une se présente comme une continuité (la Kossove demeure en Serbie/Yougoslavie, avec un peuplement peu modifié), les deux autres comme des ruptures (les Albanais sont largement expulsés, ou la Kossove sort du cadre de la Serbie). Les résultats des élections du 20 décembre 1992 suggèrent que, de part et d'autre, on ne craint pas la rupture; l'électorat serbe a reconduit Milosevic et le Parti socialiste, mais ce dernier a désormais besoin des radicaux pour faire une majorité; quant à l'électorat albanais, il s'est abstenu, contribuant ainsi à la défaite de Milan Panic et à la victoire de ses adversaires.

Quoi qu'il en soit de son avenir politique, l'avenir économique à long terme de la Kossove est largement conditionné par la faillite du modèle collectiviste en Europe de l'Est et de ses dérivées, dont le socialisme autogestionnaire yougoslave. Les contraintes associées à l'intégration européenne viendront du fait que le mode de production capitaliste, tel que l'Occident développé le met en oeuvre, est un modèle hégémonique. Les ex-pays de l'Est, par l'effet d'une conception plus traditionnelle de l'économie, par souci de sécurité des approvisionnements, par conviction dogmatique ou par manque de devises, avaient cherché à construire des appareils de production complets, largement assis sur des ressources naturelles nationales parfois exploitées dans des conditions de rentabilité nulle. La transnationalisation de la production a été beaucoup plus faible qu'à l'Ouest, le développement des échanges plus limité et souvent borné à des systèmes de relations bilatérales. Le premier effet du passage à l'économie de marché sera la fermeture d'un nombre important de mines et d'usines pour cause de non-rentabilité, de pollution massive de l'environnement ou d'insuffisance qualitative des produits. Les survivantes, contraintes de moderniser leur équipement et d'améliorer leur gestion, devront cesser d'embaucher, voire licencier du personnel. Elles y seront contraintes en particulier si elles s'associent à des partenaires étrangers ou sont rachetées par ceux-ci. Les exigences de qualité et d'homogénéité de la production destinée au marché mondial sont telles, en effet, que l'alignement sur les normes technologiques et organisationnelles des firmes des Etats centraux est quasi-obligatoire dans de nombreuses branches de production¹⁴. Est-il même sûr le capital étranger vienne un jour en Kossove? Inquiet des tensions interethniques ou rebuté par la manque d'infrastructures, attiré en outre par d'autres localisations, il risque de se faire attendre.

Dans ces conditions, la région a toutes chances de demeurer une aire d'émigration, même en l'absence de toute pression politique. Car l'économie de marché n'a jamais réservé à ses périphéries d'autre traitement que ce certains économistes yougoslaves appellent "assainissement passif". Tel fut et parfois demeure encore le sort de pays ou de régions comme l'Irlande, le Portugal, l'Andalousie, le Mezzogiorno italien. Cette évolution est d'autant plus probable que, pendant quelques décennies

encore, pour autant qu'il demeure sur place des Albanais, le taux de croissance naturelle restera élevé bien que déclinant.

Ces vues pessimistes sont à nuancer. L'ouverture des frontières pourrait rendre à la Kossove un rôle de carrefour international en liaison avec l'Albanie qui, proche de l'Italie, redeviendrait pour l'Occident une porte des Balkans. Les aides et les crédits de la CEE permettront de résoudre les problèmes d'infrastructures et de créer l'une des conditions d'une intensification de la circulation, des échanges et des investissements. A l'échéance d'une ou deux déconnies, les effets d'une telle intensification pourraient s'affirmer nettement, comme le suggère l'exemple de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, dont l'association à la CEE a produit des résultats considérés comme largement positifs. Il est toutefois une condition impérative pour qu'une évolution favorable se dessine dans les Balkans: que disparaissent les politiques fondées sur l'exaltation et l'exploitation permanentes d'un nationalisme agressif et sur la survalorisation du modèle de l'Etat-nation, que soient réglés les conflits nationaux et que l'on en vienne à une "coexistence pacifique des peuples"¹⁵. Les Balkans ont souffert jusqu'à aujourd'hui d'être la partie la plus divisée, la moins intégrée de l'Europe. La multiplication récente des mini-Etats a accru ce défaut. Les Balkans doivent éviter le risque d'une libanisation. Car - pour paraphraser un titre¹⁶ - la modernité y resterait alors inaccomplie.

1. Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie, Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1992.

2. "Iscljavanje Arnauta" (L'expulsion des Albanais). Traduction française commentaire in M. Grmek et al., *Le nettoyage ethnique*, Paris, Fayard, 1993.

3. En entendant par intégration un processus permettant aux Albanais de s'incorporer de façon stable à la société globale dans le respect de leur culture et de leur identité nationale en l'absence de tout projet étatique assimilateur.

4. Thème que je n'aborde pas ici.

5. Définie pour ce calcul comme la Kossove (sauf Leposaviq) plus les communes d'Ulqin, Bujanovc, Preshevë, Tetovë, Gostivar, Dibër, Kërçovë et Strugë.

6. Proportion calculée d'après les données du *Statisticki godisnjak*, Jugoslavije, 1983, Belgrade, Savezni zavod za statistiku.

7. *World Development Report 1981*, World Bank, Washington, 1981, pp.134-135 (données pour 1979). La Banque mondiale a ensuite renoncé à publier une estimation du PNB/hab. de plusieurs pays de l'Est, à cause de difficultés méthodologiques.

8. WDR et SGJ 1990.

9. Notamment par Musa Limani, *Investicije i privredni razvoj SAP Kosova*, 1980, 328 p., et *Aspekti regional i zhvillimit ekonomik*, 1986, 521 p., Prishtinë, Enti i teksteve dhe i mjeteve mësimore.

10. L'une et l'autre sont étudiées en détail dans les études économiques annuelles de POCDE sur la Yougoslavie.

11. *Yugoslav Survey*, XXXIII, no.4, 1992, p.123.

12. Malgré la représentation singulièrement faible des femmes parmi les demandeurs d'emploi (27%, moyenne de l'ex-Yougoslavie 53%).

13. *Statisticki godisnjak Jugoslavije 1990*, pp.447-456. Rappelons qu'il ne s'agit pas réellement de la mesure des flux migratoires, mais du décompte des survivants, à la date du recensement, de ceux qui y participèrent.

14. C'est ainsi, par exemple, que les chaînes de montagne Volkswagen du Brésil introduisent la robotique, décision apparemment contraire aux intérêts d'un pays surabondant en main d'oeuvre, parce que le produit destiné à l'exportation doit être homogène, quel que soit son lieu de fabrication.

15. Robert Fossact, *Le Monde du XXIe siècle*, Paris, Hayard, 1991.

16. Georges Corm, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris, La Découverte, 1989.

... have had a more complex cultural process. This happened due to the domination of their territories by great empires, the interruption of visitors and various influences on their culture, body, and more closely - due to the fact on a geographical level language, to the originality of mixing cultural currents coming from abroad.

What first distinguishes the Albanians from their neighbouring circles is a singular language, which accurately reflects the quality, intensity and time of pre-historic and ancient influences, ancient Greek and later Latin, Roman, Slav, Turkish, and oriental. Second is a complex prospect and different culture from that of their neighbours in which co-exist the experiences of the ancient times oral and religious history with the written one. And third is a traditional social and juridical organization although lacking state-structures and also a temporary and partial experience of a separate state in different times, comprised of three religious confessions and many sects with a high religious tolerance. The Albanians have a history full of resistance, which most probably made possible their existence, an autochthonous Illyrian-Balkan nucleus with admixable elements from the East and West, permeated by Christianity since its beginning, an individual identity and a very widespread diaspora in time and territory. But at the same time these things bring them closer to Southern Europe and the Mediterranean basin, constituting in their way the essence of Southeastern Europe.

More than two thousand years of history in the part of Europe where it was born, fighting against the temporary experiences to turn back toward the stream of the East, led these peoples and their culture in its respect to marginalize them as alien, eastern and occidental, to definitely remain in the orbit of the Western World.

The Northern Adriatic, Italy, the whole Mediterranean Basin, Africa and the Greek Isles, and Byzantium (Constantinople) represent the space of the Albanians' vast migrations over the course of centuries, as a result of which an ever more lively historical diaspora has been created, in Dalmatia, in Southern Italy, Greece, Turkey, Syria, Egypt, etc., which varies depending on the date of migration, the nature of departure, the social situation that led them, the religious affiliation at the moment of leaving the social status and the nature of socio-political relations in the place of arrival. Therefore, their final destiny has been different.

With the National Revival and first turning point towards the West, another important fact was created for the Albanian diaspora - the fact of economic integration in the Western world, with which it manages to maintain links of economic identity and which substantially play an important role in the course of its development.

1. Statisticki godišnjak Jugoslavije 1990, pp 147-152. Rappelons qu'il ne s'agit pas seulement de la mesure des flux migratoires, mais en l'occurrence des arrivants.

2. C'est ainsi par exemple que les chaînes de montagnes Velež, Zeleni Brijuni, introduisent la frontière de façon arbitraire, de façon à ce que les territoires situés de part et d'autre de la frontière soient tous soit dans le même pays, soit dans un autre.

3. Robert Fossati, Le monde de l'Est, Paris, Hatier, 1991.

4. George Y. Goranov, L'Europe de la balkanique à la libération, Paris, L'Harmattan, 1993.

5. Il s'agit de la région de la frontière entre la Serbie et la Croatie, qui a été créée en 1991.

6. Les Balkans ont souffert depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de la part la plus divisée, la moins intégrée de l'Europe. La désintégration récente des mini-Etats a accru ce défaut. Les Balkans doivent éviter le risque d'une libération. Car « pour paraphraser un titre célèbre de la littérature yugoslavo-allemande accomplie.

1. Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie, Nationalité, territoire et développement*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1992.

2. "Dječevanje Arnauti" (L'expulsion des Arnauts), Traduction française commentée in M. Grmek et al., *Le mariage ethnique*, Paris, Fayard, 1993.

3. En entendant par intégration les processus permettant aux Albanais de s'incorporer de façon stable à la société globale dans le respect de leur culture et de leur identité nationale en l'absence de tout projet étatique annulateur.

4. Thème que je n'aborde pas ici.

5. Définie pour ce calcul comme la Kosovo (sans Leposaviq) plus les communes d'Ulqin, Bujanovë, Preshevë, Tetovë, Gostivar, Diber, Kërçovë et Sutištë.

6. Proportion calculée d'après les données de *Monitorski godišnjak, Jugoslavija 1983*, Belgrade, Savetnik zavod za statistiku.

7. *World Development Report 1981*, World Bank, Washington, 1981, pp 134-135 (données pour 1979). La Banque mondiale a certes essayé à partir d'une estimation du PNB/châh de plusieurs pays de l'Est, à cause de difficultés méthodologiques.

8. WDI, 1992, 1990.

9. Notamment par Muzë Lunati, *Investicije i privredni razvoj SAP Kosova*, 1980, 128 p., et *Aspekti regional i zhvillimit ekonomik*, 1986, 521 p., Prishtinë, Enti i statistikës i jugosllave mësimore.

10. L'une et l'autre sont étudiées en détail dans les études économiques annuelles de POCDE sur la Yougoslavie.

11. *Yugoslav Survey*, XXXIII, no 4, 1992, p.123.

12. Malgré la représentation singulièrement faible des femmes parmi les demandeurs d'emploi (17% moyennement de l'ex-Yougoslavie 53%).